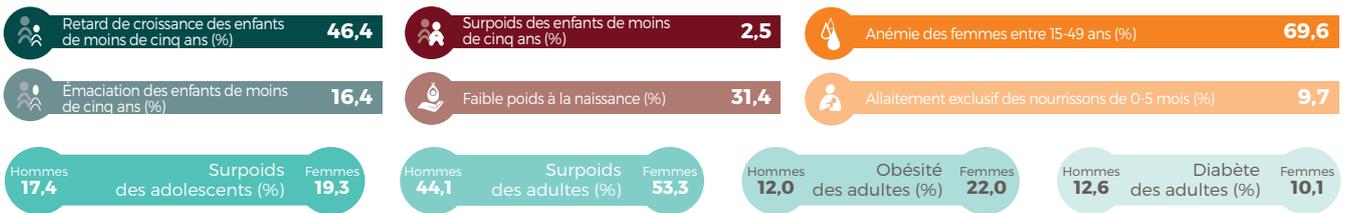




Date d'adhésion : novembre 2012
Population : 29,83 millions
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/YEMEN



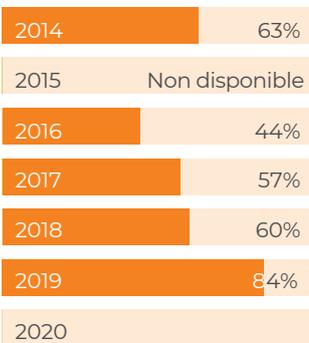
APERÇU COVID-19

Des directives et des manuels ont été élaborés. Des kits de diagnostic et des EPI ont été achetés à l'aide de ressources propres et avec le soutien des Nations Unies. Aden a publié un rapport quotidien et des données de surveillance, tandis que Sanaa n'a pas partagé de données publiquement. Le confinement était minimal dans tous les gouvernorats et limité à certaines activités.

TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.

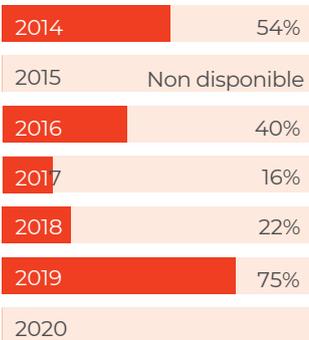


Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Une coordination accrue a été remarquée entre les partenaires nationaux et internationaux : internationaux, sous la forme d'une meilleure coordination entre ministères concernés par la nutrition (Santé, Agriculture, Pêche et Éducation), d'efforts accrus sur le lien entre aide humanitaire et développement, et d'une coordination intergouvernementale sur le suivi, les normes et le contrôle de la qualité. Un dialogue avec le secteur privé devrait aboutir à un réseau du secteur privé SUN. Enfin, les organisations de la société civile ont mis en œuvre des projets stratégiques en partenariat avec le Mouvement SUN au Yémen.

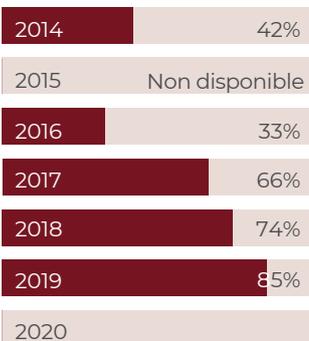
PRIORITÉS 2020–2021

- Accroître la mobilisation des ressources pour mettre en œuvre le Cadre de résultats commun
- Établir des réseaux et des alliances SUN
- Plaider pour une meilleure coordination entre les parties prenantes et pour un environnement législatif et de mise en œuvre favorable
- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles multisectorielles pour la nutrition



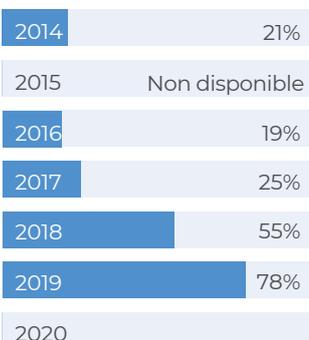
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les réglementations promouvant la sensibilité nutritionnelle dans divers secteurs ont fait l'objet de discussions; cependant l'accent principal est mis sur le cadre réglementaire visant à étendre les services de base aux communautés. La modification des politiques nationales visant à améliorer l'environnement législatif et juridique des secteurs à fort impact, tels que l'eau et l'assainissement, la sécurité sanitaire, la commercialisation et le contrôle de la qualité des aliments, a été examinée. Toutefois, la crise politique actuelle limite la capacité du gouvernement à se prononcer sur tout changement législatif.



Aligner les actions sur des résultats communs

Le Cadre commun de résultats a été revu et finalisé. Des réunions régulières ont eu lieu avec les acteurs clés pour discuter des interventions du Cadre commun de résultats et de son alignement sur les plans nationaux et sectoriels. Le lien entre aide humanitaire et développement s'est renforcé grâce à un meilleur alignement du plan de réponse humanitaire, du Cadre commun de résultats et des plans sectoriels ministériels. Des contributions accrues du secteur privé et de la société civile sont en cours de discussion. Les efforts pour mettre en œuvre un plan d'action du réseau du secteur privé SUN sont en cours.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Cadre commun de résultats est également un mécanisme de mobilisation de ressources, utilisé avec le secteur privé ainsi qu'avec les partenaires internationaux au développement. La plupart des fonds ont servi à la protection sociale et à la fourniture de services de base. L'analyse du budget pour la nutrition de SUN Yémen a élargi sa portée pour inclure également des partenaires du secteur privé. Les partenariats avec le secteur privé sont prometteurs, notamment dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture.